

**REPUBLIQUE DU CONGO**  
**Unité – Travail – Progrès**

**TRENTE-QUATRIEME CONFERENCE DE LA FAO**

**17 – 24 novembre 2007**  
**ROME – Italie**

**Intervention de Monsieur HENRI DJOMBO,**  
**Ministre de l'Economie Forestière**

Excellence Monsieur le Président de la République du Cap Vert,  
Monsieur le Directeur Général de la FAO,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Mission  
Diplomatiques,  
Distingués participants,  
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur et une réelle fierté de prendre la parole ce jour, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de cet événement spécial sur le thème « Forêts et Energie », organisé en marge de la trente-quatrième session de la conférence de la FAO.

Qu'il me soit permis de remercier les organisateurs qui ont bien voulu que je puisse co-présider cet événement et partager mon expérience avec vous tous.

Mesdames et Messieurs,

Le sujet qui nous réunit ce jour est capital pour l'avenir de l'humanité entière et particulièrement pour les pays en développement.

En effet, la problématique liée à l'énergie nécessite une attention particulière de la communauté internationale au regard des conflits qui pourraient survenir en fonction des opportunités et des risques sociaux, économiques et écologiques qu'elle suscitera sur la vie des populations.

Comme nous le savons tous, la forêt est pour les pays en développement une ressource économique stratégique dans la lutte contre la pauvreté et pour leur développement économique et social. Sa gestion obéit de plus en plus aux principes et critères de durabilité et de bonne gouvernance.

La conjoncture internationale est caractérisée par la montée du prix de l'énergie fossile, la baisse du dollar vis-à-vis de l'euro et les modifications des termes de l'échange UE-ACP par la signature imminente de l'Accord de Partenariat Economique

entre l'UE et l'Afrique, éléments qui doivent inspirer une profonde réflexion pour ces pays.

En effet, la demande croissante d'énergie, en particulier pour soutenir la vie en zones rurales et les engagements qu'ils ont pris pour réduire les émissions de dioxyde de carbone dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique sont un réel dilemme pour leur développement.

Malgré un tableau peu reluisant, l'Afrique peut tout de même répondre aux besoins d'énergie de ses populations. Les énergies renouvelables telles que la cogénération, bois de feu et charbon de bois, hydroélectricité...) constituent, à n'en point douter, une alternative crédible aux énergies fossiles.

Face à l'irréversibilité de la dégradation des sols par une déforestation incontrôlée, la sécheresse et la désertification, la tendance au développement des biocarburants pourrait avoir des conséquences sur toutes les politiques agricoles, et compromettre la sécurité alimentaire du continent.

S'il est établi que le développement des programmes sur les biocarburants en Asie et en Amérique Latine s'accompagne de succès, l'Afrique devra cependant être prudente dans sa stratégie d'affectation des terres pour les différents usages, de manière à accroître les espaces forestiers.

Au cours de cet événement, les débats qui auront lieu vont nous donner l'occasion de développer nos expériences et de retenir les options qui permettront à tous d'ajuster, si possible, les politiques actuelles en adoptant une vision plus responsable.

Vive la Coopération internationale !

Je vous remercie.